

ES
April 6
IV-6153

RUMANIA

FOREIGN RELATIONS (1500)
Diplomatic Services (1502)

PRISONS AND CAMPS (2500)
Inmates (2503)

PERSECUTION AND PURGES (2200)
Persecution of Foreign Nationals (2202)

STORY OF THE EX-CHAUFFEUR OF THE FRENCH LEGATION
IN PARIS.

SOURCE PARIS: Interview with Mrs. Odette CRUCERU.

DATE OF OBSERVATION: 1947 to August 1955 and current period.

ENGLISH SUMMARY: This report gives background information on the former driver of the French Legation in BUCHAREST, Martin CRUCERU, presently in a Rumanian prison (probably PITESTI.)

CRUCERU, who is married to a French woman, was made a French subject in 1950. The Rumanian authorities did not, however, recognize his naturalization and still treat him as a Rumanian citizen. He was thus not released together with other Frenchmen kept in Rumanian prisons.

Mrs. Odette CRUCERU, who is living in PARIS together with her daughter, has tried several times to speak about her husband with the Rumanian Minister in France. At one occasion she actually succeeded in seeing the Minister personally. She was then told to return to Rumania together with her child.

EVALUATION COMMENT: Source of RFE ROME Item No. 2614/56 saw CRUCERU on the eve of his release from prison. CRUCERU requested him to inform his wife in PARIS that he has been sentenced to a 25-year imprisonment for alleged high treason, but that his health was good. CRUCERU's arrest and imprisonment at the PITESTI prison were also reported in PARIS RFE Item Limited Distribution No. 1505/55.

+ + +

Le Cas de Marin CRUCERU.

Marin CRUCERU est né le 18 octobre 1909 à VALENI (Roumanie.)
Il est arrivé en France avant la guerre et travaillait comme
(Over)

chauffeur à l'Ambassade de la Roumanie en France, 17 rue Brémontier. En 1935, gardant ce même emploi, il se marie à PARIS avec une française dont il a une fille aujourd'hui âgée de 17 ans.

Marin CRUCERU reste donc en France et ne rentre en Roumanie que le 12 juillet 1947 en avion, rappelé au Ministère des Affaires Etrangères. Une fois à BUCAREST, il ne put revenir auprès de sa famille qui resta en France. Ses efforts pour obtenir un visa de sortie et d'aller rejoindre sa femme et sa fille s'avérèrent vains et il dut rester à BUCAREST où il trouva un emploi comme chauffeur à la Légation de France en Roumanie.

Il demanda alors la nationalité française mais comme il était déjà parti de France et comme il fallait avoir 5 ans de résidence ininterrompue en France on considéra son travail et sa résidence à la Légation de France comme un séjour en France même. D'autre part, comme il était marié à une française, le stage était réduit à 5 ans, c'est dire qu'il obtint assez rapidement sa naturalisation, en 1950. Mais par cela même il devint suspect aux yeux des autorités roumaines.

Comme il ne pouvait toujours pas obtenir le visa de sortie même en sa qualité de français, qualité d'ailleurs non reconnue par les roumains, Marin CRUCERU essaya de passer clandestinement la frontière mais il fut pris et condamné, en 1950, à 2 ans de prison.

Sa peine purgée, on le met en liberté mais, peu après, il est de nouveau arrêté, accusé d'espionnage en faveur des Etats-Unis, et condamné à 25 ans de travaux forcés.

Selon les déclarations faites par les détenus français libérés l'année dernière, Marin CRUCERU se trouvait au mois d'août 1955 à la prison de PITESTI.

Nous avons visité Madame Odette CRUCERU, sa femme, qui habite avec sa fille une pièce mansardée 30 rue Spontini à PARIS XVI. Elle savait que son mari avait été condamné à 25 ans de prison et qu'il se trouvait en bonne santé à la prison de PITESTI. Toutefois, elle ne connaît aucun détail quant à sa condamnation et son arrestation. Madame CRUCERU sait que le régime de la RPR n'a pas reconnu la naturalisation française de son mari et c'est pour ce motif qu'il n'a pas été mis en liberté en même temps que les autres français détenus en RPR.

Madame Odette CRUCERU a essayé maintes fois de parler avec le Ministre de la RPR à PARIS, au siège de la légation roumaine mais n'a jamais été reçue par lui ou par ses

(Over)

remplaçant après avoir fait connaître son identité. Une seule fois, a-t-elle réussi d'avoir un entretien qui, après avoir écouté ses dires, lui a dit que la situation montre que son mari est roumain et que, ce qu'elle a de mieux à faire, c'est de partir en Roumanie avec sa fille pour rejoindre son mari.

Il y a peu de temps, Madame CRUCERU a déposé une demande au Ministère des Affaires Etrangères en demandant qu'on intervienne pour son mari, naturalisé français afin qu'il jouisse, lui aussi, de l'obligation assumée par le gouvernement de la RP Roumaine, lors de la signature de l'accord commercial, de mettre en liberté tous les citoyens français.

On ne connaît pas, jusqu'à présent, où en est-on avec cette dernière démarche.

End